

ditisme armé, né ces derniers temps dans les régions de Ruhengeri et Byumba, qui se généralise dans le pays et qui est pratiqué par des hommes portant des habits militaires.

C'est en cherchant à satisfaire ensemble ces demandes que nous tous, les Rwandais engagés dans la lutte pour la bonne cause de la RÉPUBLIQUE, nous allons vaincre la guerre et les maux qu'elle entraîne avec elle et que nous allons nous épanouir solidement dans la démocratie véritable.

Par
Dr Ferdinand Nahimana,
directeur de l'ORINFOR.

ANNEXE 2

Le Rwanda, problèmes actuels, solutions*

Kigali, le 28/03/1994.

Chers amis,

Cette réflexion a été achevée en février 1993. Quelques personnes en ont pris connaissance. Un an après sa sortie, ce texte paraît encore d'actualité, que ceux qui l'ont lu me demandent de le diffuser encore une fois.

Je me fais le devoir de le mettre à votre disposition en vous priant de m'apporter vos commentaires et surtout en vous demandant de vous en inspirer pour aider le Rwanda à trouver une solution définitive aux problèmes actuels.

Franche considération,
Professeur Ferdinand Nahimana.

Le Rwanda, problèmes actuels, solutions.

Par le Docteur Ferdinand NAHIMANA
Historien et professeur à l'Université Nationale du Rwanda
B.P. 27 Kigali - tél. 7 75 53

La guerre et ses horreurs que vivent les Rwandais et spécialement les populations des préfectures qui sont ou qui ont été partiellement ou presque entièrement le théâtre des combats entre les guérilleros du FPR-Inkotanyi et les forces armées rwandaises

* Documents produits dans le cadre de la procédure ICTR 96-11-I.

sont sans nul doute le résultat de la désintégration de l'entente entre les membres de la communauté nationale rwandaise.

La révolution populaire de 1959 voulait instaurer un ordre nouveau au Rwanda basé sur l'égalité de chance dans une République pour tous. Des handicaps de tous genres ont fait échouer ce bon projet de société : les tenants du pouvoir renversé n'ont pas composé avec les nouveaux maîtres de la direction du pays et dans la sphère de ces derniers il s'est instauré progressivement un climat de suspicion qui a culminé dans l'installation du système de régionalisme, de collinisme et d'ethnisme.

Le régionalisme, le collinisme et l'ethnisme, voilà les véritables causes du désastre que vit actuellement le Rwanda et ses populations.

a) Le régionalisme

Par le régionalisme, les dirigeants du pays et le peuple rwandais ont cessé de voir nation ; ils ont privilégié les actions qui pouvaient assurer la suprématie d'une région sur d'autres. Ainsi est né, à partir des années 1966-1968, ce qu'on a appelé depuis le NDUGA et le KIGA.

Ces expressions ou ces mots véhiculaient et véhiculent encore des réalités divisionnistes profondes qui ont sapé la force du Rwanda et ont fragilisé l'édifice national. En effet, avec l'instauration du régionalisme Nduga-Kiga, il n'y a plus eu unanimité sur ce qui convient d'être appelé *intérêt national*, action nationale, position nationale ; tout était passé sous la loupe du régionalisme.

Avec le temps, le mécanisme de la vision globale s'est stoppé et sans s'en rendre compte on a prôné et on a admiré uniquement ce qui est exécuté chez soi et qui donne fruits immédiats aux natifs de sa propre région ; tant pis pour les autres ! L'arrêt de la vision globale a atteint le point tel que le mal qui frappe une région peut être applaudi par les populations des régions non concernées ou les laisser indifférentes. La solidarité entre les membres de la communauté nationale est morte progressivement et la défense des intérêts supérieurs est devenue une réalité lâche. Véritable calamité nationale ! Et c'est cette calamité qui complique la guerre que vit le Rwanda depuis octobre 1990.

En effet, après que les attaques atroces sont passées du Mutara et de l'Akagera à la région de Byumba dite Rukiga et à Ruhengeri et Gisenyi, la guerre a été progressivement baptisée « la guerre des Abakiga ». Et le démon du régionalisme a travaillé profondément jusqu'à tel degré que la prise de Ruhengeri et de Byumba par l'ennemi est saluée avec enthousiasme par quelques personnes uniquement parce qu'elles sont originaires d'autres régions, d'autres préfectures du Rwanda. On entend même en passant dans les rues de Kigali des gens qui disent sans honte en commentant les combats et les tueries en cours dans le nord du pays : « que ces Abakiga comprennent enfin !! »

De ce point de vue, la guerre a cessé d'être vue comme une guerre menée contre le Rwanda, mais comme une guerre dirigée contre une région déterminée du pays. Ainsi perçue cette guerre risque de ne pas être vaincue par le Rwanda car tout son peuple ne se sent pas même concerné par elle. De ce fait, ce peuple ne peut pas se lever comme un seul homme pour combattre l'assaillant sur tous les fronts : militaire, psychologique, médiatique, diplomatique, etc. Pourtant les méfaits de cette guerre qui dure abusivement se font partout sentir : la peur est sentie dans toutes les régions du pays, le marasme économique est ressenti de plus en plus dans tous les coins du Rwanda et les pertes humaines (chez les militaires et chez les civils) concernent d'une façon ou d'une autre toutes les familles rwandaises disséminées sur toutes les collines du pays.

Comme en réalité la guerre frappe tout le Rwanda, elle devrait être pour tous les rwandais une occasion, même si elle est malheureuse, de se ressaisir et de bannir à jamais le régionalisme, source de destruction de notre pays. En octobre 1990, l'élan meurtrier des combattants du FPR a été stoppé parce qu'en ce mois tout le peuple rwandais s'est senti concerné et a craint d'être emporté par la guerre. Dès lors le peuple a soutenu les forces armées rwandaises et toutes les forces rwandaises ont affronté l'ennemi sans défection.

Résultat : nous avons enregistré la victoire. Cette victoire fut donc la conséquence positive d'une prise de conscience collective face à un danger commun destructeur de la communauté nationale et de ses biens. Sans cette unité de vue, cette victoire

n'aurait pas été connue. D'où si nous nous ressaisissons, nous pouvons renverser le cours actuel de la guerre.

Nous devons donc nous ressaisir car unis, nous vaincrons, et ce sera au bénéfice de tout le peuple rwandais sans distinction de région. Nous devons partir de la triste réalité qu'est la guerre pour bannir à jamais le régionalisme et pour bâtir l'unité du Rwanda, seule garantie de la survie du peuple rwandais.

b) Le collinisme

Le régionalisme a été poussé jusqu'à sa monstruosité à telle enseigne qu'au sein des régions abusivement désignées Nduga-Kiga, il s'est instauré un régionalisme cantonal que certains appellent le collinisme.

Celui-ci consiste pour un dirigeant ou tout autre Rwandais à privilégier tout ce qui a trait à son milieu physique et matériel et à son entourage humain immédiat sans se soucier ni de sa région globale ni de son pays en entier. Sans s'en rendre compte, les Rwandais sont devenus progressivement très petits du point de vue des idées et du point de vue des actions. Perceptiblement ou imperceptiblement, ils sont devenus victimes de ce système qui empêche l'expansion et l'épanouissement de l'esprit et de l'action d'un peuple.

La guerre, cette triste réalité, doit être pour tous les Rwandais une occasion de se ressaisir pour dépasser l'esprit bas et limité afin de construire un système national, seul capable d'assurer la victoire non seulement face à la guerre actuelle mais également face à l'avenir.

c) L'ethnisme

Le Rwanda comme d'autres pays de ce monde est habité par des populations d'origines différentes. Dans l'histoire des peuples, ces origines ont été souvent des sources de tensions qui, ici et là, ont dégénéré en des guerres meurtrières qui ont mis même totalement en péril certaines races humaines. Mais progressivement l'homme a cherché à dépasser les clivages dus aux origines régionales, ethniques ou raciales et a cherché à construire des peuples-nations, c'est-à-dire des ensembles dans lesquels se rencontrent et vivent sans distinction les hommes qui partagent un

destin commun : la grandeur de l'homme et de son pays ; et maintenant, la grandeur de l'homme, de son pays, de son continent et même de son monde. C'est ce que sont en train de réussir par exemple les Européens de cette fin du XX^e siècle.

En Afrique, les différences ethniques, tribales, régionales et même religieuses continuent à constituer aujourd'hui des tares et des freins énormes au développement des peuples et des nations. Les ethnies ont été prises et utilisées comme des instruments de division et de haine entre les membres de la communauté nationale. L'ethnisme a été érigé en système consistant en l'exclusion mutuelle des membres des ethnies différentes. Ce qui a pour résultat des tensions perpétuelles au sein de la communauté africaine et l'absence d'unité, source incontestable de développement.

Au Rwanda, l'ethnisme cultivé tout le long de l'histoire de ce pays a été toujours au centre des querelles intestines qui ont culminé dans la révolution de 1959, révolution qui avait pour but de mettre sur pied une communauté égalitariste. Mais loin d'effacer à jamais l'ethnisme comme source de déchirement, l'avènement de la République sonna le début d'une nouvelle ère des heurts interethniques.

En effet, les tenants du pouvoir monarchique, à majorité les Tutsi, virent dans la révolution de 1959 qui a mis fin à la monarchie, une opposition majoritairement conduite par les membres de l'ethnie hutu. Au lieu d'accepter l'ordre nouveau, ils optèrent pour le combat pour la reprise de la suprématie traditionnelle au niveau du pouvoir politique et administratif et au niveau du pouvoir économique et social.

Dans un premier temps (1960-1967), ce combat se traduisit par des raids armés et terroristes menés par les réfugiés se dénommant Inyenzi. Chaque fois qu'il y eut attaque des Inyenzi, la réaction des populations de l'intérieur se traduisit directement par le massacre à feu des habitants [habitations] des Tutsi considérés comme les complices des agresseurs et on enregistra même des tués. Les Inyenzi étaient meurtriers, plus la riposte perpétrée par les Inyenzi au Rwanda contre les Tutsi était également meurtrière. Pour conséquence négative l'affaiblissement de la cohésion nationale et l'absence totale de la cohésion nationale. Les

rancœurs réciproques s'instaurèrent au Rwanda et y empêchèrent l'existence d'une unité de vue sur l'avenir du pays. Cet avenir fut perçu ou conçu par les uns comme une occasion de reprise du pouvoir et de vengeance sur ceux qui ont fait la révolution ; tandis que pour les autres il fut perçu comme un temps de l'affermissement du pouvoir dans une République dirigée à majorité par les membres de l'ethnie hutu. D'où cette conception de l'avenir fut une véritable préparation des heurts interethniques et de la destruction même de la République car pour les uns c'était la préparation à la revanche et pour les autres c'était la préparation à la domination perpétuelle ; bref, c'était pour tout le monde la préparation à l'instauration de l'exclusion radicale.

Dans un deuxième temps (de 1968 à 1990), le combat des anciens tenants du pouvoir monarchique se traduisit par le travail de minage en profondeur contre le pouvoir en place.

Voulant se réconcilier avec l'histoire et avec tous les membres de la communauté nationale rwandaise, les tenants du pouvoir actuel cultivèrent chez les Rwandais un esprit d'entente.

Il s'établit progressivement, bien que de surface, une compréhension mutuelle entre les membres des ethnies hutu et tutsi. On parla alors d'unité, de concorde nationale et de développement par tous partagé !

Profitant de cette période de calme, de baisse de tension interethnique et de prospérité relative du pays, les anciens hommes au pouvoir du temps de la monarchie élargirent leur cercle en recrutant des adeptes essentiellement au sein de l'ethnie tutsi, critiquèrent et accusèrent le système rwandais auprès des gouvernements étrangers et des organisations internationales et réunirent beaucoup de moyens humains et matériels pour mettre fin au pouvoir installé à Kigali.

À l'intérieur comme à l'extérieur du Rwanda beaucoup de Tutsi furent amenés à être convaincus qu'ils avaient été exclus du pouvoir politique et administratif, économique et socio-culturel et que le moment était venu pour conquérir ce pouvoir et l'enlever, même de force, aux mains de ceux qui étaient supposés le détenir seul, les Hutus !! Dès lors, il y eut une sorte de ligue tutsi contre ces derniers.

Ne voulant pas et ne pouvant pas affronter tous les Hutus en même temps, cette ligue opta pour la division. L'ethnisme revit le jour sous un angle nouveau en ce sens qu'un Hutu pouvait être appelé Hutu par un Tutsi sans éprouver de problème alors qu'un Tutsi ne pouvait pas être appelé Tutsi par un Hutu. Dans ce dernier cas, le Hutu était taxé d'ethniste, de violeur de la concorde nationale au risque même d'être pourchassé ou renvoyé de son poste au sein de l'administration publique ou privé. Bref, par cette tactique, il y eut intimidation du Hutu par le Tutsi et perceptiblement ou imperceptiblement ce dernier réussit à se faire passer partout (mais faussement) comme victime de son ethnie minoritaire, comme homme sans défense et sans avenir. Il s'attira ainsi la sympathie de certains gouvernements étrangers, des associations et des organisations étrangères qui finirent par voir dans le Rwanda un pays où les Hutu écrasent perpétuellement le Tutsi, un pays donc où tout doit changer pour sauver l'ethnie écrasée, celle des Tutsi.

L'ethnisme nouvelle formule fut accompagné par un regain ou une exacerbation du régionalisme et du collinisme qui touchèrent uniquement les Hutu (car comme ils aiment le dire et l'affirmer, les Tutsi refusent de s'identifier à une région déterminée du Rwanda).

Alors que l'unité de la majorité de la population avait été une armée efficace pour endiguer les visées destructrices contre la jeune République rwandaise, le régionalisme et le collinisme furent exploités pour mettre en l'air les institutions républicaines et beaucoup de réalisations atteintes après l'indépendance du pays.

Dès 1968-1970, des plans bien élaborés montrant comment renverser la République en utilisant l'arme du régionalisme et du collinisme commencèrent à circuler parmi les membres de la ligue tutsi.

Comme en témoignent les écrits de l'époque, les membres de la ligue furent les premiers à réclamer le départ du président **KAYIBANDA**, l'accusant d'avoir refusé le retour des réfugiés au Rwanda et d'avoir mis le pouvoir dans les mains de **Gisarama**, sa préfecture d'origine.

Le président Grégoire KAYIBANDA fut qualifié de despote. Très vite l'union sacrée entre la majorité populaire qui a combattu pour la République fut cassée et remplacée par la division fondée sur ce qu'on a depuis appelé le Nduga et le Kiga.

De 1968 à 1973 la recherche d'exclusion de ceux qu'on appelait les Kiga par ceux qu'on appelait les Banyenduga créa la tension nationale et culmina dans les mouvements insurrectionnels chez la jeunesse scolarisée et dans le coup d'État du 5 juillet 1973.

La prise du pouvoir par les officiers supérieurs à majorité originaire du Nord ne résolut pas le problème ; il le compliqua car les gens dits Abanyenduga virent dans le coup d'État la prise du pouvoir par le Kiga au détriment du Nduga. La division de la majorité nationale fut ainsi consommée ; ce qui réjouit ceux qui attendaient cette grande brèche pour abattre la République. Pendant une quinzaine d'années (1973-1988) le 5 juillet fut célébré avec éclat par tous les Rwandais mais avec une note spéciale par les anciens tenants du pouvoir monarchique qui n'hésitaient pas à dire à qui voulait l'entendre que le 1^{er} juillet était la fête des Hutu tandis que le 5 juillet était la fête des Tutsi.

En d'autres termes : vive le 5 juillet qui a fait oublier les pères de la Révolution, la Révolution et l'Indépendance ; vive le 5 juillet car il a renforcé la division Nord-Sud, c'est-à-dire Kiga-Nduga ; vive cette journée car elle fut le tremplin par lequel la ligue tutsi parvint à affaiblir dangereusement le pouvoir rwandais.

En effet, les membres de cette ligue travaillèrent d'une part à convaincre l'opinion que le Tutsi et tout originaire du Nduga sont exclus de la gestion de la chose publique et que d'autre part les gens du Nduga n'aiment pas le Kiga et vice-versa. Les membres de cette ligue furent à la fois les amis des uns et des autres et les acteurs actifs de la division et de l'exacerbation des tensions entre les Kiga et les gens du Nduga. On arriva à tel point que même sans se connaître quelqu'un du Nord était taxé de ne pas aimer le Tutsi et les originaires du Sud et quelqu'un du Sud de ne pas supporter les originaires du Nord. Et en tout cela, seuls les Hutu étaient mutuellement des « frères ennemis » sans s'être réellement faits du tort.

Ceux de la ligue tutsi lièrent l'ethnisme avec le régionalisme chaque fois que ce dernier signifiait haine du Kiga contre le Nduga et non le contraire. D'où, d'une façon imperceptible, le régionalisme et l'ethnisme se coalisèrent pour isoler les gens du Nord.

Il y eut une sorte d'alliance implicite et peut-être pas totalement consciente entre les Tutsi et les Hutu du Nduga contre les originaires du Nord. Le jeu de la division était ainsi réussi car l'unité populaire, force qui a permis au peuple rwandais de gagner la révolution, d'installer la République et de proclamer l'indépendance, était rompue. La lutte pour la sauvegarde de la République et les intérêts supérieurs du pays vint après la lutte de l'homme du Nduga contre l'homme du Nord et vice-versa.

Prise dans l'engrenage, la majorité de Rwandais ne se rendit pas directement compte du mal que ce jeu portait à la communauté nationale toute entière. Avec ces différentes divisions rien de constructif ne pouvait plus être attendu des membres de la communauté. Et pire encore la République ne pouvait plus compter sur son ancienne force, l'unité de la majorité populaire, pour survivre et tenir fortement face aux attaques menées contre elle par la ligue tutsi dont les membres ont paralysé l'action unitaire de cette République. De fait, la République faillit être emportée (et ce n'est pas chose close) par les flots revanchards des anciens monarchistes, leurs descendants et leurs adhérents regroupés aujourd'hui dans ce qu'ils ont appelé le Front Patriotique Rwandais (le FPR) Inkotanyi.

Le drame du Rwanda est que ce Front semble avoir imposé son jeu à tous les Rwandais et même à la communauté internationale et qu'il n'y a pas des voix venues de l'intérieur et de l'extérieur qui s'élèvent avec fermeté et détermination pour décrire le vrai visage du FPR et faire comprendre à tout le monde que les changements profonds et positifs pour le Rwanda et la sous-région africaine ne proviendront pas de ce Front utilisant les maquisards semeurs de mort et d'atrocités diverses, dirigés et sponsorisés par des personnes sans éthique politique internationale.

Si la guerre fut le résultat de la recherche de l'instauration du pouvoir à la solde de ceux qui ont naguère dirigé le Rwanda sous

la monarchie ou de leurs descendants, la durée et les méfaits qu'elle enregistre sont quant à eux la conséquence du manque de cohésion nationale ou du moins de celle de la grande majorité de la population. En effet, il y en a qui ont vu dans la guerre une occasion de se débarrasser du pouvoir en place depuis 1973 et qui de ce fait encouragent ou soutiennent moralement, diplomatiquement et matériellement le FPR-Inkotanyi. Il y en a d'autres qui voient dans la guerre une occasion rêvée d'affaiblir à jamais la région du Nord. Résultat de tout cela – le manque de force décisive pour frapper le FPR et lui imposer la volonté totale du peuple rwandais et l'enlisement du Rwanda dans une litanie de malheurs humains, sociaux et économiques.

De plus, si la guerre ne connaît pas de fin, c'est que les Rwandais d'abord, leurs amis étrangers ensuite, n'ont pas encore suffisamment compris qu'elle profite beaucoup de la nouvelle donne : le pluralisme politique institutionnalisé au Rwanda depuis le 10 juin 1991.

En effet, les divisions dues au régionalisme, au collinisme, à l'ethisme et aux conflits d'intérêts ont été transportées presque comme telles dans les partis politiques rénovés, renaissants et naissants. Ceux qui ont vu dans l'attaque armée du FPR une occasion de mettre fin à l'ordre établi, ont salué avec satisfaction les déclarations de ce Front dans lesquelles le mot « démocratie » figurait en bonne place. Ils se sont alors lancés dans la création des partis ou dans leurs actions avec une sorte de dette envers le FPR. Le considérant comme le porteur de la démocratie au Rwanda ils se sont crus obligés de travailler avec lui pour pouvoir asseoir confortablement leurs idées politiques et progresser facilement jusqu'à la direction du pays.

À double titre, c'était une illusion. Premièrement, le pluralisme politique au Rwanda entre dans le courant en vogue en Afrique et ailleurs dans le monde. Guerre ou pas la guerre, le Rwanda ne pouvait pas rester seul sans entrer dans ce mouvement. La preuve est que le chef de l'État avait déjà proclamé l'aggiornamento politique avant la guerre d'octobre 1990 et avait mis sur pied en septembre 1990 une commission nationale de synthèse politique qui devait proposer des changements constitu-

tionnels afin de permettre l'existence et la pratique du pluralisme politique et donc l'existence des partis politiques multiples. Faire du FPR le père de la démocratie pluraliste au Rwanda c'est lui donner l'importance qu'il ne mérite pas et renforcer gratuitement sa position à l'échelle du Rwanda et à l'extérieur de celui-ci. C'est lui offrir la force utilisable pour continuer à mener la guerre contre ceux auxquels il prétendait apporter la démocratie.

Deuxièmement, le FPR composé majoritairement de membres de la ligue tutsi et de quelques adhérents hutu de recrutement récent utilise, manipule même les partis de ceux qui ont choisi de travailler avec lui en les enlisant dans la haine et la division contre les parties qui n'ont aucune relation avec lui et en cachant ses desseins politiques véritables. À titre d'illustration, la reprise des combats la nuit du 7 au 8 février 1993 et les atrocités qui les ont marqués (tortures, tueries, génocide) prouvent à suffisance que les partis qui collaborent avec le FPR ou qui ont signé avec lui le protocole d'entente ne connaissaient pas toutes ses véritables visées qui ne sont d'autres que la prise du pouvoir par la force quels que soient les moyens utilisés, même l'élimination physique des hommes sans défense et sans participation directe à l'actionnement du pouvoir en place à Kigali.

Le FPR a plutôt profité de la collaboration de ces partis et de l'opposition que ces derniers enregistraient de la part des partis restants pour exacerber, par le biais de ses collaborateurs de l'intérieur, la haine et la division entre les Rwandais et affaiblir ainsi la cohésion nationale qui aurait été une véritable force contre la guerre. C'est ainsi qu'au lieu d'être le combat des idées, la démocratie est devenue au Rwanda le synonyme de combats physiques acharnés entre adhérents de différents partis, synonyme de calomnie, de diffamations et d'insultes entre des personnes ne partageant pas les mêmes partis politiques. Donc la démocratie au Rwanda est devenue pour le FPR une autre colonne (la cinquième ou la septième), une colonne très dangereuse pouvant lui permettre de conquérir le pouvoir à Kigali par les armes et non par les urnes (ironie de la collaboration !). Dans ce cas, qu'aurait alors servi l'entente entre le FPR et les partis politiques de l'intérieur, qu'aurait servi le déchirement entre les

adhérents de différents partis œuvrant au Rwanda, si ce n'est que la signature de leur propre mort et de la mort de la République proclamée le 28 janvier 1961 ? En final, c'est le FPR qui aura profité de la division et du déchirement des Rwandais à la suite de la réinstauration de la démocratie au Rwanda pour anéantir ce que ce pays, avec l'aide internationale, a réalisé depuis 1960.

Constat amer ? Oui.

Mais constat qui doit faire réfléchir même les plus rivaux sur leur position. Le Rwanda qui vient de souffrir pendant plus de deux ans de guerre doit s'en sortir. Il doit s'en sortir grâce à la reprise de conscience de tous ses fils et de toutes ses filles. Pour ce faire, il faut un nouvel élan amenant la majorité populaire rwandaise et de préférence tous les Rwandais à cristalliser leur attention sur une préoccupation commune : la défense du pays dans l'intégralité de son territoire et de son peuple.

Cela exige que chacun des Rwandais, du Président de la République au petit fonctionnaire des administrations publiques et privées, du préfet de Préfecture au responsable de secteur communal et du vieux au plus jeune citoyen, un dépassement de soi car, il faut le reconnaître, chacun a une part de responsabilité dans la situation actuelle du pays.

La défense du pays dans l'intégralité de son territoire et de son peuple exige la mise en contribution des forces physiques, morales et intellectuelles de tous les Rwandais ou du moins de la grande majorité de la population. Pour y arriver, il faut changer de comportement et d'attitude les uns envers les autres, surtout l'attitude de négation et de rejet pour pouvoir privilégier ce qui est utile dans autrui et qui est utilisable pour la défense du pays.

1° En premier lieu tout le monde doit reconnaître la force du peuple et utiliser la population rwandaise, essentiellement la jeunesse, pour défendre le Rwanda. En effet, le pays a besoin plus que jamais des forces physiques de ses enfants. Comme les jeunes des zones atrocement frappées par la guerre du FPR connaissent mieux que les jeunes d'autres régions la tactique du combattant FPR et viennent d'endurer les épreuves de la guerre pendant plus de deux ans, tout le monde doit intervenir pour qu'ils aient un entraînement

militaire approprié de contre-guérilla et pour qu'ils aient des armes à suffisance. Ces jeunes vont appuyer les militaires de carrière en veillant sur la sécurité des déplacés de guerre ou en veillant sur la sécurité dans les zones libérées par les forces armées rwandaises.

Cette opération a un double avantage : d'une part endiguer et enrayer le spectre de l'expansion de la guerre et sécuriser ainsi les populations proches et lointaines des lieux des combats. D'autre part, éviter à la jeunesse déplacée l'inaction et la mort.

Cette opération s'appellerait la défense civile en ceci qu'elle vise la protection des populations par les natifs des régions touchées par la guerre. Elle est défense civile car elle est appelée à sauvegarder la paix intérieure du pays, l'unité et la cohésion de la population et à renforcer l'esprit d'entraide et de complémentarité.

Pour réussir, cette opération doit bénéficier de la conviction de l'ensemble de la société qui doit se tenir comme un seul homme contre toute forme de menace ou d'agression collective. Cette prise de conscience répudie alors automatiquement la haine et la division basées sur les origines ethniques et régionales car, avec elles (je l'ai souligné plus haut), le pays s'avance vers la déchéance alors qu'en les surpassant le peuple solidifie et développe ses acquis et se prépare à un avenir meilleur.

La volonté des Rwandais de mettre fin à la guerre et leur conviction de bâtir un pays nouveau se traduiront d'abord dans l'acceptation de l'existence de cette défense civile et dans son soutien sur le plan matériel et moral. Il faut aider le pays à disponibiliser les armes et d'autres matériels légers directement utilisables dans la défense des populations. Et il faut aider le pays à mettre sur pied une série de mesures destinées à rendre efficace cette défense civile en donnant des conseils aux autorités des ministères de l'Intérieur et de la Défense sur notamment les modalités de recrutement et d'organisation des jeunes à intégrer dans cette défense.

Si cette défense civile est organisée rapidement, il n'y a pas de doute que l'ennemi du Rwanda aura difficile à s'infiltrer partout dans le pays et à frapper à n'importe quel endroit et ce à sa guise.

2° En deuxième lieu, les responsables des partis politiques, du moins ceux qui croient en la République et qui la soutiennent (c'est la majorité écrasante des partis œuvrant au Rwanda) doivent se

ressaisir et prêcher partout les méfaits de la guerre et inciter la population sans distinction d'appartenance politique à travailler pour la réussite de l'action des forces armées rwandaises contre l'ennemi du pays. Le moment est donc venu où aucune personne ne devrait avoir honte de dire le contraire de ce qu'il a souvent prêché antérieurement pourvu que cela vise la victoire du Rwanda sur son agresseur ; pourvu que cela profite au renforcement de la démocratie véritable.

Les responsables politiques à tous les niveaux doivent désormais travailler avec les autorités administratives locales à éveiller les populations, à les sensibiliser afin qu'elles prennent conscience des méfaits de la discorde nationale et du danger de la guerre qui risque de s'étendre sur tout le pays. Il faut dire aux populations que sans la concorde nationale, la démocratie et les partis politiques multiples ne sont que des vains mots. C'est pourquoi les responsables des partis doivent se convaincre sans détour que l'ennemi numéro un du Rwanda et de la démocratie est le FPR.

3° En troisième lieu, les responsables des Églises et des confessions religieuses, eux qui ont une responsabilité morale importante sur la communauté nationale, doivent organiser des réunions autour de l'unité d'action pour entretenir les déplacés de guerre, pour vaincre la guerre, pour réinstaller les déplacés de guerre dans leurs lieux d'origine, pour sauvegarder la République et pour poursuivre l'élan de la démocratie dans le respect mutuel de tous les membres de la société nationale.

Ces responsables ne doivent pas être timides devant des questions aussi cruelles que la guerre ou craindre de rappeler les hommes politiques à l'ordre sans aucun esprit partisan mais dans la juste recherche du bien pour les populations. Afin de diriger tout le monde vers le chemin de la victoire et donc de la paix, ils doivent indiquer sans détour et sans complaisance à tous les responsables politiques et administratifs du Rwanda leurs erreurs et la façon la meilleure de les corriger. Ils doivent les appeler à regarder les problèmes en face et à les affronter sans se jeter des responsabilités négatives.

Ils doivent leur dire clairement qu'il n'y a pas de démocratie dans un pays déchiré par la guerre et la faim, dans un pays où plus du dixième de la population vit sans abri, sans habillement, sans ensei-

gnement pour les enfants et sans soins pour tout le monde. Ils doivent montrer clairement que l'ennemi du peuple et de son pays, de la démocratie et de la pluralité reste le FPR qui mène la guerre contre le Rwanda. Agir autrement, c'est bercer la communauté d'illusion destructrice.

4° En quatrième lieu, les élites rwandaises, surtout les fonctionnaires de l'État et du secteur privé ainsi que les enseignants du primaire, du secondaire et du supérieur doivent jouer véritablement leur rôle de catalyseur dans la société. Ce sont elles qui en première ligne doivent montrer les chemins à suivre. Mais pour le faire, elles ont un effort à fournir, celui de la réforme intrinsèque de leur comportement. L'élite rwandaise doit mettre les pieds sur terre et voyager dans la société afin de vivre ses réalités. Ensuite elle doit se défaire des schémas qu'elle a cousus tout le long de la période d'indépendance, schémas qui se résument en un mot, l'exclusion. Les élites rwandaises doivent se ressouder, se compléter et travailler ensemble en vue d'un meilleur avenir du pays.

C'est à cette élite que revient la dernière offensive pour vaincre l'ennemi du Rwanda et asseoir la victoire, garantie de la démocratie. En effet, l'éveil et la prise de conscience de l'élite lui permettront d'user de ses talents, de ses connaissances, de ses contacts et de ses amitiés pour montrer au monde le véritable agresseur du Rwanda et les méfaits de l'agression dans tous les secteurs de la vie nationale. C'est à cette élite que revient le rôle du jeu diplomatique en profondeur et de grande envergure.

Car elle sait plus que la population, car elle a une autorité intellectuelle, ses explications sur la situation de la guerre, sur la façon de la mener et de la terminer seront mieux écoutées. C'est pourquoi c'est elle qui doit montrer au monde les visées de Yoweri Museveni, président de l'Uganda qui se sert du FPR pour construire l'« empire hima » en Afrique noire interlacustre en y semant la cruauté comme ce fut le cas en Uganda pendant la guerre 1982-1986 au lieu de consolider son pays et d'y installer des structures démocratiques véritables.

Justement comme l'élite est plus aux faits et qu'elle analyse les situations, il lui revient de reposer la question de savoir ce qu'est le FPR-

Inkotanyi. Est-ce un mouvement armé de guérilleros ou est-ce un mouvement politique de réfugiés ?

Le FPR mérite-t-il réellement d'être considéré comme l'égal du Rwanda, pays souverain ?

La confusion qui a été mise autour du FPR quant à sa nature a compliqué la situation. De même l'attitude de la position nationale et internationale quant à la place du FPR a rendu le problème rwandais très complexe.

En effet, si le FPR n'avait pas été considéré comme l'égal du Rwanda mais plutôt comme un front composé de personnes désireuses de renverser le régime républicain et de prendre le pouvoir à Kigali par la force, les choses auraient été plus faciles à comprendre et peut-être que le FPR n'aurait pas eu le soutien dont il a bénéficié. D'où la tâche de l'élite rwandaise doit être de remettre le FPR en sa juste place et de lever les confusions qu'il a su entretenir.

C'est à l'élite rwandaise de se convaincre d'abord et de convaincre ensuite les autres sur le plan national et international que le FPR-Inkotanyi est loin d'être le porteur de la démocratie car en semant la mort parmi les populations civiles innocentes, il a signé son incapacité de gérer les différences ; il a signé son rejet par la communauté agressée. C'est à cette élite de travailler pour amener le FPR à se convertir, à demander pardon pour ses crimes et à laisser les réfugiés rwandais regagner leur pays (le Rwanda) en paix. C'est à cette élite de préparer les Rwandais de l'intérieur à accepter le retour des réfugiés et de demander à ces derniers de vivre en paix avec leurs voisins.

Bref, l'élite rwandaise a beaucoup à faire pour que la société se remette debout et marche avec assurance vers l'avenir. Le malheur de ce pays serait de voir l'élite découragée, comme sans idées et sans projet de société, comme non concernée par ce qui se passe, comme entraînée et non comme entraîneur.

En ces temps difficiles que traverse le Rwanda, l'élite doit prendre le bâton de pèlerin pour aller expliquer à travers le monde la situation du Rwanda, réclamer de l'aide internationale capable de mettre fin à la guerre et à la désolation des populations. Il faut aller expliquer et convaincre la communauté internationale que le Rwanda a besoin de la paix d'abord et de la démocratie épanouie ensuite ; que donc, dans la misère de la guerre, le prêche de la démocratie n'a

aucun retentissement. Il faut amener les puissances qui appuyent la démocratie à faire une véritable pression (même militaire) sur Museveni et son pays l'Uganda afin qu'ils cessent d'alimenter en armes et en hommes le FPR-Inkotanyi, trouble même de la démocratie et danger contre la République.

Ainsi menées, ces actions soutiendront le travail des forces armées rwandaises et les accompagneront dans leur victoire finale sur Museveni et ses « boys » du FPR-Inkotanyi.

- Unis, nous vaincrons.
- Ensemble nous préparerons notre avenir.
- Dans la communauté nationale en paix et dans la prospérité nous vivrons et pratiquerons une véritable démocratie.

Kigali, le 21 février 1993.